

Journal of Social Sciences (COES&RJ-JSS)

ISSN (E): 2305-9249 ISSN (P): 2305-9494

Publisher: Centre of Excellence for Scientific & Research Journalism, COES&RJ LLC

Online Publication Date: 1<sup>st</sup> October 2016

Online Issue: Volume 5, Number 4, October 2016

<https://doi.org/10.25255/jss.2016.5.4.491.505>

## **The disequilibrium of quality and quantity in formation of Universities in Algeria**

Boufatah Keltouma

Université Abou baker belkaid, Tlemcen, Algérie

### **Abstract:**

For half a century, Algeria works to build and develop a system of higher education and scientific research of sufficient density to cover the entire national territory and all scientific disciplines. Now; indicators show that the priority was, from independence to quantity over quality higher education. Huge efforts have been made to increase the number of infrastructure and training places, but much remains to do to win the quality battle. It is in this sense that our problems. The number of universities built and the amount of equipment acquired in an arithmetic progression, while training (formation) needs are increasing in geometric progression, causing an imbalance in quantity and quality. What is more disturbing is the imbalance between the demand for training 'actual train' and supply of trainers' the number of teachers needed to meet the growing training needs. To this must be added the downward trend in the quality of education and level of students graduating from universities. These imbalances have serious consequences not only for trained individuals but also on the development of the national economy, with serious bleeding 'what is often referred to as the phenomenon of "brain drain" bloodless making the national economy his most important human resources' whether teachers or students. To analyze these imbalances, we shall examine the two generators sides of these imbalances on the supply side and the demand side.

On the side of the training offer

The supply side of the situation must be approached from four angles:

- 1- The supply of infrastructure and academic facilities;
- 2- The teacher supply (quantity and quality);
- 3- The offer of specialized managers executives in the management of university services (quantity and quality);
- 4- The offer and the variety of educational paths.

### **Keyword:**

Algeria, higher education, higher education system, LMD, quality and quantity, imbalances

### **Citation:**

Keltouma, Boufatah (2016); The disequilibrium of quality and quantity in formation of Universities in Algeria; Journal of Social Sciences (COES&RJ-JSS), Vol.5, No.4, pp: 491-505; <https://doi.org/10.25255/jss.2016.5.4.491.505>.

## Le déséquilibre entre qualité et quantité de formation universitaire en Algérie

Boufatah Keltouma; maître de conférence (B)  
Université Abou baker belkaid; Tlemcen; Algérie

### RESUME:

Durant un demi-siècle, l'Algérie œuvre à construire et développer un système d'enseignement supérieur et de recherche scientifique d'une densité suffisante pour couvrir l'ensemble du territoire national et l'ensemble des disciplines scientifiques. Désormais ; des indicateurs montrent que la priorité était, dès l'indépendance à la quantité au détriment de la qualité de la formation supérieure. D'énormes efforts ont été consentis pour augmenter le nombre d'infrastructures et de places pédagogiques, mais beaucoup reste à faire pour gagner la bataille de la qualité .c'est dans ce sens qu'apparaît notre problématique. Le nombre d'universités construites et la quantité d'équipements acquis croissent selon une progression arithmétique, tandis que les besoins en formation augmentent selon une progression géométrique, ce qui entraîne un déséquilibre en quantité et en qualité. Ce qui est plus inquiétant encore, c'est le déséquilibre entre la demande de formation ' les effectifs à former ' et l'offre de formateurs ' le nombre d'enseignants nécessaires pour répondre aux besoins croissants de formation. A cela, il faut ajouter la baisse tendancielle de la qualité de l'enseignement et du niveau des étudiants sortant des universités. Ces déséquilibres ont des conséquences graves non seulement sur les personnes formées mais aussi sur le développement de l'économie nationale qui connaît une hémorragie importante ' ce qu'on désigne souvent par le phénomène du «brain drain» ' rendant l'économie nationale exsangue de ses plus importantes ressources humaines ' qu'il s'agisse des enseignants ou des étudiants. Pour analyser ces déséquilibres, nous examinerons successivement les deux côtés générateurs de ces déséquilibres : le côté de l'offre et le côté de la demande.

Du côté de l'offre de formation

La situation du côté de l'offre doit être appréhendée sous quatre angles:

- 1-L'offre d'infrastructures et d'équipements universitaires ;
- 2-L'offre d'enseignants (en quantité et en qualité) ;
- 3-L'offre de cadres gestionnaires spécialisés dans le management des services universitaires (en quantité et en qualité) ;
- 4-L'offre et la variété des filières d'enseignement.

### Mot clés :

Algérie, formation supérieur, système d'enseignement supérieur, système LMD, qualité et quantité, déséquilibres.

Liste des tableaux

<b>EVOLUTION DES EFFECTIFS D'ETUDIANTS INSCRITS</b>
<b>EVOLUTION DU NOMBRE D'ETUDIANT SINSCRITS EN GRADUATION(Par grandes familles de disciplines)</b>
<b>Evolution du nombre d'enseignements permanents</b>
<b>Evolution des promotions cumulées des enseignants de rang magistral par la CUN 1991-2011</b>

Liste des figures

<b>EVOLUTION du nombre d'étudiants inscrits en graduation par grandes familles de disciplines</b>
<b>EVOLUTION DU NOMBRE D'ETUDIANTS SINSCRITS EN GRADUATION(Par grandes familles de disciplines)</b>
<b>Evolution du nombre d'enseignements permanents</b>
<b>Evolution des promotions cumulées des enseignants de rang magistral par la CUN 1991-2011</b>

**Introduction**

C'est de leur niveau scientifique, technique et culturel, que dépend le développement des nations. A cet égard, la valeur du système d'Enseignement supérieur et de recherche scientifique, son aptitude à former les générations futures constitue un important enjeu stratégique. La formation et l'accumulation d'un capital humain de qualité sont considérées comme une importante source de croissance économique et de compétitivité.

**A-l'historique de la formation supérieure en Algérie:**

L'évolution de l'institution universitaire algérienne, dans son organisation, a connu quatre importantes étapes depuis l'indépendance<sup>1</sup>:

- **La première étape:** a consisté à jeter les bases de l'université nationale. L'université d'Alger a été officiellement créée en 1909, trouvant ses origines dans l'École de médecine et de pharmacie dont la création remonte à 1859. En 1879 s'ajoutent respectivement, la Faculté des Sciences, celle des Lettres puis de Droit. En 1909, ces facultés sont regroupées avec d'autres instituts, pour donner naissance à l'Université d'Alger durant la période coloniale. Après l'indépendance, l'Algérie hérite d'une université organisée en facultés disciplinaires académiques, caractérisée par un cloisonnement rigide. Ainsi l'Université d'Alger comptait quatre facultés: la faculté de médecine, la faculté des sciences, la faculté des lettres et sciences humaines, la faculté de droit et des sciences économiques. Au début de la reconstruction nationale, les quelques établissements d'enseignement supérieur étaient localisés dans la capitale.
- **La deuxième étape:** correspond à la mise en œuvre de la première réforme du système d'enseignements supérieurs de 1971, appuyée et corrigée par la mise en place de la carte universitaire de 1982, actualisée en 1984 Les premières réalisations 1971-1984<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Par Madjid Ben Yaou, enseignant chercheur à l'Université Mouloud .Mammeri de Tizi-Ouzou, Faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion.

<sup>2</sup> La contribution finale présentera les aspects suivants : historique du partenariat avec le Canada, moments critiques, forums -notamment assises de la formation professionnelle (organisées du 8 au 10 avril 2007)-, instruments d'appropriation, états des lieux et enquête

L'Université véritablement algérienne apparaît avec la création, en 1970, du Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche scientifique (MESRS) et du lancement de l'importante réforme de l'enseignement supérieur de 1971. Les exigences du modèle de développement économique dont la mise en levure a commencé à partir du lancement du 1er Plan triennal en 1967, imposaient une refonte profonde du système d'éducation et de formation en général et de l'enseignement supérieur en particulier.

En effet, le schéma d'industrialisation conçu pour le développement de l'économie nationale induisait des besoins importants en cadres supérieurs. Une nouvelle orientation et de nouvelles missions sont définies et assignées au système d'enseignement supérieur. Cette refonte avait en effet pour but "la mobilisation de l'ensemble du potentiel de l'université pour la formation d'hommes utiles au développement". Il ne s'agissait pas de «se limiter à la seule formation des cadres classiquement formés à l'université, mais de répondre à toutes les demandes sectorielles" formulées par les secteurs utilisateurs.

Cette refonte s'est articulée autour de quatre axes principaux: une refonte totale des programmes de formation, une nouvelle organisation pédagogique des études, une intensification de la croissance de l'enseignement supérieur et une réorganisation totale des structures universitaires. La principale caractéristique de la réorganisation réside dans le triptyque diversification - spécialisation - professionnalisation. L'objectif recherché étant le développement de l'enseignement de la technologie au sein de l'Université. Cela se traduira entre autres par l'organisation de nouveaux cursus et l'apparition de nouveaux diplômes universitaires, comme les diplômes d'ingénieurs, les diplômes d'enseignement supérieur D.E.S., et les licences d'enseignement.

Pendant l'intensification de la croissance de l'enseignement supérieur a pour objectif de faire accéder le maximum de jeunes aux paliers supérieurs du système d'éducation et de formation, afin de pouvoir offrir le maximum de cadres supérieurs à l'économie nationale en expansion. La réorganisation totale des structures universitaires: Consiste dans le passage du schéma traditionnel des facultés vers les instituts d'université avec pour chacun d'eux une spécialisation dans un domaine scientifique précis. L'objectif principal recherché à travers cette réorganisation des structures administratives de l'Université réside dans l'introduction de la technologie dans les cursus de formation. Ce mode d'organisation s'inspire largement du modèle des universités anglo-saxonnes où les sciences appliquées sont développées autour d'un solide socle constitué par les sciences fondamentales. Parallèlement à cette réforme radicale de l'enseignement supérieur, les années 70 se caractérisent par l'émergence d'un système de formation supérieure à caractère non universitaire à vocation plus technique, dominé par les formations courtes. En effet, pour faire face aux besoins importants induits par le modèle d'industrialisation mis en œuvre dès le 1er plan triennal de développement 1967-1969, les différents secteurs d'activité se sont dotés de leurs propres institutions de formation, les instituts de technologie qui vont prendre en charge la formation des cadres moyens, techniciens supérieurs et ingénieurs d'application. La mise en place de la carte universitaire 1982-1984: (La consolidation et la rationalisation du système)<sup>3</sup>

---

illustrative-perception par les enseignants- au niveau d'établissements où l'APC est mise en œuvre

<sup>3</sup> Intitulé « Appui à l'expérimentation de l'approche par compétences dans le secteur de la formation professionnelle en Algérie »

## The disequilibrium of quality and quantity in formation of Universities in Algeria

Dès le début des années 80, un certain nombre de mesures de consolidation et de rationalisation vont être mises en œuvre afin d'assurer une meilleure adéquation entre la formation supérieure et les besoins de l'économie nationale. La première mesure concerne l'intégration explicite de l'enseignement supérieur dans le processus global de planification nationale. Pour la première fois, des objectifs quantitatifs précis formations de cadres par branches et secteurs d'activité sont assignés à l'enseignement supérieur. Cela revêt la forme de la carte universitaire de 1982 (réactualisée en 1984) qui traduit les besoins en termes de production annuelle de diplômés par discipline et filière de formation. La carte universitaire exprime un déficit en cadres technologues qu'il y a lieu de combler dans les meilleurs délais. La seconde mesure porte sur la réorganisation et la démultiplication des tronc communs. L'objectif recherché consiste à améliorer leur productivité en mettant en place des programmes spécifiques. En troisième lieu, intervient la mise en place des premières mesures d'orientation d'entrée à l'Université. Assez timide à son début, un système d'orientation des bacheliers accompagne la réorganisation des tronc communs. Ce système de régulation des flux, plus incitatif qu'obligatoire, était imposé par deux types de considérations. D'une part, la structure des baccalauréats n'ayant pas beaucoup évolué, elle reste toujours dominée par les filières d'enseignement général et au sein de celles-ci par les séries «sciences" et "lettres". D'autre part, les besoins de l'économie nationale, insuffisamment maîtrisés par la première carte universitaire de 1982, sont, en 1984, mieux affinés pour les traduire en termes de flux de bacheliers à orienter vers les différentes disciplines. La loi sur la planification des flux est promulguée justement à ce moment-là.

• **La troisième période<sup>4</sup>** : est celle de la consolidation et de la rationalisation du système en conformité avec les bouleversements de la société et de l'économie algériennes. Elle est amorcée par la promulgation de la loi n°99-05 du 04 avril 1999 portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur; Qui constitue un moment capital dans le développement du système de l'enseignement supérieur. Loi d'orientation, elle synthétise l'ensemble du cadre réglementaire produit depuis l'indépendance et lui donne une cohérence d'ensemble. Elle codifie le dispositif organisationnel nécessaire au redéploiement de l'ensemble du système. Elle ouvre ainsi d'importantes perspectives de développement aux plans démographique et infrastructurel. La loi d'orientation de 1999 réaffirme les principes de fonctionnement de l'enseignement supérieur. Elle fixe les objectifs à atteindre. Elle précise les statuts des enseignants et des enseignés pour tous les niveaux de formation supérieure : graduation, post graduation, formation continue. L'article 3 stipule, par exemple, qu'en tant que composante du système éducatif, le service public de l'enseignement supérieur contribue: "- au développement de la recherche scientifique et technologique, et à l'acquisition, au développement et à la diffusion du savoir et au transfert des connaissances,- à l'élévation du niveau scientifique, culturel et professionnel du citoyen par la diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique,- au développement économique, social et culturel de la nation algérienne par la formation de cadres dans tous les domaines,- à la promotion sociale en assurant l'égal accès aux formes les plus élevées de la science et de la technologie à tous ceux qui en ont les aptitudes ". La loi garantit "les conditions d'un libre développement scientifique, créateur et critique" et réaffirme "l'objectivité du savoir" et le respect de "la diversité des opinions". De même qu'elle réaffirme le caractère national du diplôme de l'enseignement supérieur qui "confère les mêmes droits à ses titulaires".

---

<sup>4</sup>Nice-Matin, 16, 17 et 18 décembre 1981.

Elle insiste sur le côté organique de la relation entre les fonctions d'enseignement et de recherche. Alors qu'elle souligne également les liens qui doivent être développés "avec les organismes nationaux et internationaux". Sur le plan institutionnel, la prise en charge des différentes missions est dévolue à "un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel... doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière". Cet établissement peut prendre la forme d'une université organisée principalement en facultés, d'un centre universitaire, ou d'école ou institut "extérieurs à l'université". La loi précise par ailleurs que des écoles et instituts peuvent être gérés par d'autres départements ministériels (avec tutelle pédagogique conjointe avec celle de l'Enseignement supérieur). Elle fixe les conditions dans lesquelles "la mission de formation technique d'un niveau supérieur peut être prise en charge par des personnes morales de droit privé...". "La liberté d'association et de réunion" est par ailleurs reconnue aux enseignants et aux étudiants "dans le cadre de la législation en vigueur". La création "d'un conseil de l'éthique et de la déontologie de la profession universitaire" est annoncée dans l'article 63. Enfin, la loi abroge d'autres textes ou les complète en fixant leurs principales modalités d'application.

• **La quatrième étape:** est celle de la mise en place du système universel LMD, lancé L'année 2004-2005 qui a connu la mise en place d'une nouvelle architecture dans l'offre de formation. Articulée selon trois paliers correspondant chacun à un diplôme-licence-master et Doctorat. Cette nouvelle architecture est organisée à l'intérieur de grands domaines recouvrant plusieurs disciplines cohérentes du point de vue des débouchés professionnels et des compétences scientifiques et techniques. A l'intérieur de chaque domaine, des parcours-types pouvant mené vers des spécialités ou options particulières sont proposés. Un parcours – type est un ensemble d'unités d'enseignement(UE) articulées selon une logique de progression en vue de l'acquisition de compétences identifiées. Ces parcours sont construits par les équipes de formation et peuvent intégrer des approches transdisciplinaires, pluridisciplinaires et professionnalisant es. Ils permettent l'orientation progressive de l'étudiant en fonction de son projet personnel ou professionnel et la prise en compte de la diversité des publics et de leurs besoins. Ils doivent inclure l'acquisition de compétences transversales, notamment la maîtrise d'au moins une langue vivante étrangère, d'outils informatiques et d'outils de recherche documentaire. Moins de dix ans après son lancement, le système LMD est quasiment généralisé à l'ensemble des formations dans les établissements d'enseignement supérieur.

#### **B-Le déséquilibre entre qualité et quantité de formation universitaire en Algérie:**

Le déséquilibre entre la demande de formation – les effectifs à former – et l'offre de formateurs – le nombre d'enseignants nécessaires pour répondre aux besoins croissants de formation est le plus inquiétant en Algérie. A cela, il faut ajouter la baisse tendancielle de la qualité de l'enseignement et du niveau des étudiants sortant des universités ; nous avons assisté à un progrès quantitatif qui a escamoté le volet qualitatif de l'enseignement. Ces déséquilibres ont des conséquences graves non seulement sur les personnes formées mais aussi sur le développement de l'économie nationale. Pour analyser ces déséquilibres, nous tentons d'analyser leur deux côtés générateurs: le côté de l'offre et le côté de la demande de formations supérieures.<sup>5</sup>

---

<sup>5</sup>L'université algérienne : Peut-on faire de la quantité et de la qualité en même temps ?  
PAR Arezki Ighemat d'économie et marketing ,Publié dans El Watan le 27 - 09 – 2011  
<http://www.djazairress.com/fr/elwatan/341189>

## The disequilibrium of quality and quantity in formation of Universities in Algeria

### **B-1-l'offre de formation :**

Quatre angles peuvent être soulevés dans ce contexte :

- 1- l'offre d'infrastructures et d'équipements universitaires ;
- 2- l'offre en quantité et en qualité d'enseignants ;
- 3- l'offre de cadres gestionnaires spécialisés dans le management des services universitaires (en quantité et en qualité) ;
- 4- l'offre et la variété des filières d'enseignement.

1-1- l'offre d'infrastructures et d'équipements universitaires : Si on prend le cas des équipements universitaires, le ratio ordinateurs/étudiants peut être estimé à 1 ordinateur pour 100 étudiants demandeurs, alors que le ratio est en moyenne de 1 ordinateur pour 2 étudiants dans les pays développés, comme les Etats-Unis. Il en est de même des bibliothèques universitaires et des livres. Les bibliothèques sont largement insuffisantes et le ratio livres/étudiants est d'environ 1 livre pour 200 étudiants. Ce faible ratio des bibliothèques et des livres explique en partie ce qu'on appelle la baisse du niveau des étudiants algériens.

1- 2-l'offre en quantité et en qualité d'enseignants: Le second facteur expliquant la stagnation actuelle des universités algériennes est l'insuffisance d'enseignants, en quantité et surtout en qualifications. Le ratio enseignants/étudiants dans la majorité des universités ne dépasse pas un (1) enseignant pour 50 étudiants alors qu'il est en moyenne de un (1) enseignant pour 4 étudiants dans les pays développés. A cela, il faut ajouter l'insuffisance en qualifications d'un grand nombre d'enseignants. Attention, cela ne signifie pas, bien entendu, qu'il n'y a pas d'enseignants qualifiés, souvent même hautement qualifiés. Cela signifie seulement que les qualifications d'un grand nombre d'enseignants ne sont pas adaptées aux besoins des étudiants et de l'économie nationale et internationale de plus en plus globalisée. Cependant, le déficit infrastructurel n'explique la situation qu'en partie. L'autre raison est qu'un grand nombre d'enseignants ne font pas l'effort nécessaire pour dépasser ces insuffisances.

1-3-l'offre de cadres gestionnaires spécialisés dans le management des services universitaires (en quantité et en qualité):<sup>6</sup> Le troisième élément, qui explique la stagnation des universités algériennes, est l'insuffisance de cadres gestionnaires capables de «manager» les services universitaires devenus complexes. Le nombre de cadres gestionnaires – si on peut encore les appeler «cadres» – n'a pas augmenté depuis les années 1990, alors que la demande de services universitaires de toutes sortes a crû de façon presque incroyable. Le résultat est que le niveau de satisfaction de la demande est quasiment insignifiant. Si on ajoute aux insuffisances quantitatives le fait que les cadres gestionnaires de nos universités, facultés et départements ne sont pas formés au management moderne des services universitaires – ce sont souvent des cadres ayant travaillé dans des administrations centrales ou locales – qui sont d'une nature spécifique. La gestion de nos universités est souvent celle de cadres bureaucratiques et autocratiques qui n'ont aucune compréhension de l'importance et des objectifs de la formation. Le dernier facteur, qui joue dans la stagnation actuelle de nos universités, est la situation et la politique en matière de filières de formation.

1-4-l'offre et la variété des filières d'enseignement: Les filières enseignées dans nos universités ne sont pas adaptées aux besoins de l'économie nationale et internationale,

---

<sup>6</sup>rapport N° 36270- DZ in Revue des dépenses publiques à l recherche d'un investissement public de qualité volume II annexes et supplément statistiques, le 15/09/2007, P 120.

cette dernière devenant de plus en plus mondialisée. Cette inadéquation entre l'offre et la demande de formation se voit à tous les stades du cycle long des études. Elle se voit surtout à deux niveaux : au niveau de la formation professionnelle d'abord où les écoles et les programmes de formation sont insuffisants en quantité et en qualité. Le même problème se trouve au niveau universitaire où les filières de sciences humaines et sociales sont dominantes par rapport aux filières de sciences exactes et technologiques. Si on regarde de près les statistiques du chômage en Algérie, on se rend compte que le nombre de chômeurs le plus important se trouve chez les étudiants ayant suivi les filières de sciences humaines ou sociales. En d'autres termes, il y a inflation des filières créatrices de chômage par rapport aux filières de sciences exactes, qui sont aussi touchées par le chômage, mais qui le sont moins. Voici la situation du côté de l'offre. Voyons maintenant ce qui se passe du côté de la demande.

**B-2-la demande de formation :**

Du côté de la demande, trois facteurs contribuent à la dégradation continue de la situation dans les universités algériennes<sup>7</sup> :

- 1- L'augmentation tendancielle du nombre d'étudiants demandeurs de formation ;
- 2- la baisse continue du ratio enseignants/étudiants ;
- 3- la détérioration de la qualité de l'enseignement et la baisse conséquente du niveau des étudiants.

2-1- L'augmentation tendancielle du nombre d'étudiants demandeurs de formation : ce premier facteur du côté de la demande est l'accroissement d'année en année des nombres d'étudiants demandeurs de formation. (voir graphe n°1)<sup>8</sup>

**EVOLUTION DES EFFECTIFS D'ETUDIANTS INSCRITS**

	1962/63	1969/70	1979/80	1989/90	1999/00	2009/10	2010/11
Sciences exactes & technologie	739	2959	16562	85643	117648	200036	231156
Science de la nature & de terre	-	147	9304	12714	44510	82111	88667
Science médicales (y compris sciences vétérinaire)	792	3806	9205	28407	30410	53847	57254
Sciences sociales & humaines	1224	5331	22374	54586	215427	698319	700868
<b>Total</b>	<b>2725</b>	<b>12243</b>	<b>57445</b>	<b>181350</b>	<b>407995</b>	<b>1034313</b>	<b>1077945</b>

<sup>7</sup>Marie-joseguedon, « sur les services publics », éd Economica , Paris, 1982, P 190.

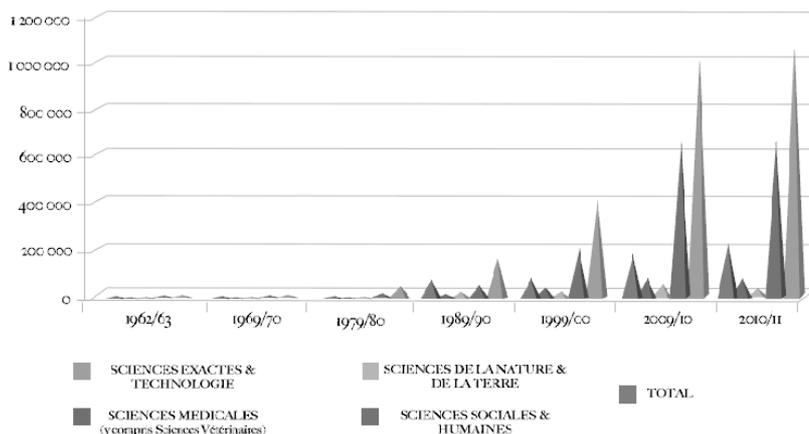
<sup>8</sup>L'enseignement supérieur et la recherche scientifique en Algérie années au service du développement 1962 – 2012, P 40-41

The disequilibrium of quality and quantity in formation of Universities in Algeria

EVOLUTION DU NOMBRE D'ETUDIANTS INSCRITS EN GRADUATION (Par grandes familles de disciplines) <sup>9</sup>

	1962/63	1969/70	1979/80	1989/90	1999/00	2009/10	2010/11
Sciences exactes & technologie	27	24	29	47	30	19	22
Science de la nature & de terre		1	16	7	7	8	8
Science médicales (y compris sciences vétérinaire)	28	31	16	16	10	5	5
Sciences sociales & humaines	45	44	39	30	53	68	65
<b>Total</b>	<b>100</b>						

EVOLUTION DU NOMBRE D'ETUDIANTS INSCRITS EN GRADUATION  
Par grandes familles de disciplines



développement 1962 – 2012, P 41-42

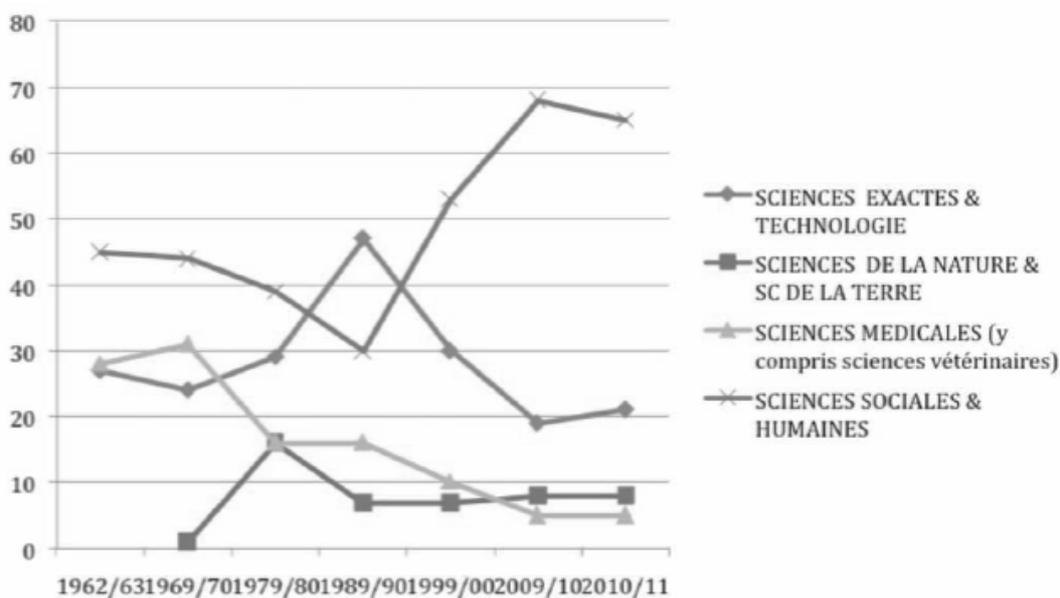
Le résultat est que le nombre d'étudiants par classe est très élevé – en moyenne 300 à 400 étudiants par amphithéâtre – ce qui, ainsi que nous l'avons dit, a participé à la détérioration de la qualité de l'enseignement, entraînant sur son sillage une baisse du niveau des étudiants. (voir photos n°1 ;2 ;3)

Cette détérioration du niveau est due principalement à l'inadéquation entre les capacités infrastructurelles et en enseignants, d'un côté, et la demande, de l'autre et la désorganisation existante en matière d'orientation des étudiants selon les filières disponibles et selon les besoins de l'économie nationale et internationale, on peut imaginer la situation qui prévaut dans certaines facultés et départements des universités qui sont pleins à craquer.

2-2- la baisse continue du ratio enseignants/étudiants : la stagnation actuelle dans nos universités est la tendance à la baisse du ratio enseignants/étudiants et le manque de gestionnaires. Les universités, comme les entreprises ou les administrations, ont des besoins spécifiques en ressources humaines, qu'il s'agisse des enseignants ou des cadres gestionnaires chargés d'offrir les services universitaires aux étudiants.

La politique jusqu'à maintenant adoptée est la politique du «pompier» : chaque année, on attend que l'année universitaire commence pour recruter les enseignants. Le résultat est que – même s'il y a une prétendue sélection – le recrutement se fait dans une telle

**EVOLUTION DE LA PART D'ETUDIANTS INSCRITS EN GRADUATION  
Par grandes familles de disciplines**



## The disequilibrium of quality and quantity in formation of Universities in Algeria

précipitation que les enseignants recrutés ne sont pas toujours ceux qui conviennent à l'enseignement offert. Ceci est rendu encore plus complexe en raison du fait que, pour être recruté, un enseignant doit passer par le processus administratif et bureaucratique dit de la Fonction «publique» qui accorde plus d'importance au dossier administratif de l'enseignant qu'à sa capacité à enseigner. Le résultat de tout cela est que l'enseignement offert dans nos universités est souvent inadapté aux besoins de l'économie nationale et internationale et que les enseignants qui sont d'un bon niveau se démobilisent et cherchent ailleurs dans le monde ce qu'ils ne trouvent pas chez eux.

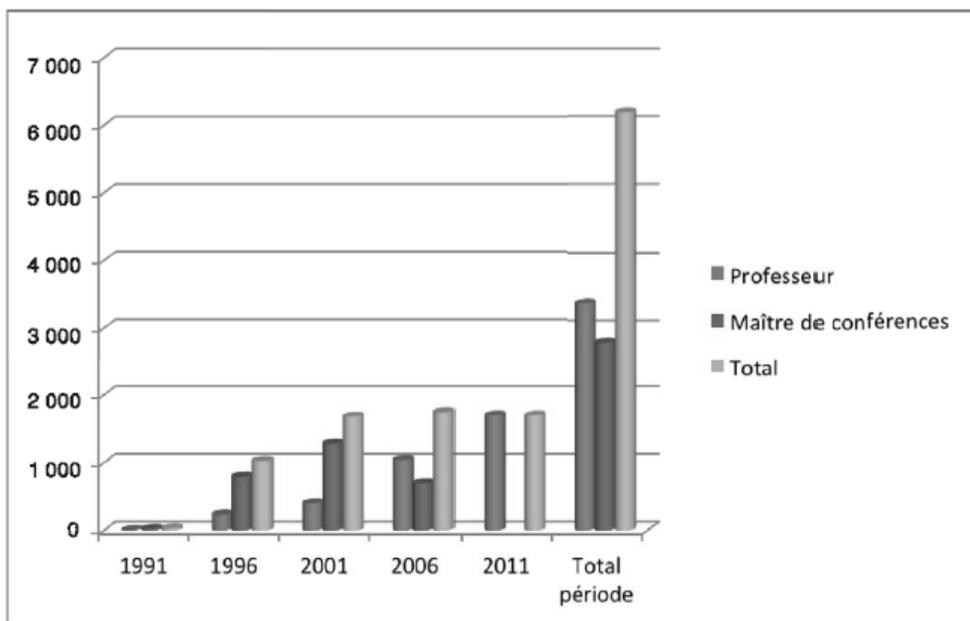
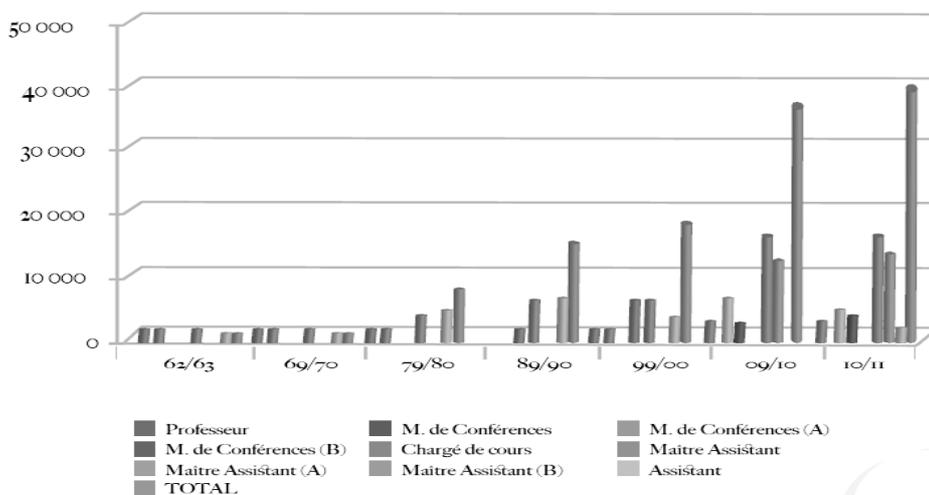
2-3- la détérioration de la qualité de l'enseignement et la baisse conséquente du niveau des étudiants : Le troisième facteur du déséquilibre et de la détérioration actuels dans les universités algériennes est la baisse tendancielle du niveau des enseignants. Cette baisse a été confirmée dans les récents classements de nos universités par les agences de classement à l'échelle internationale. Certains diront, bien sûr, qu'il faut comparer le comparable. Tout à fait. Les universités tunisiennes et marocaines – qui sont comparables aux algériennes – sont classées avant les universités algériennes. D'un autre côté, les enseignants algériens, une fois à leur poste, ne sont pas encouragés à entrer dans un cycle de formation continue. Ils participent très peu ou pas aux conférences et séminaires nationaux et internationaux dans les thèmes relevant de leurs domaines, ce qui les coupe des réalités et des changements qui interviennent aux niveaux national et international. A cela, il faut ajouter que leurs cours sont souvent «congelés» pendant plusieurs années et ne sont jamais revus et adaptés pour tenir compte des évolutions intervenues. Il faut cependant reconnaître que le facteur déterminant de cette baisse de niveau reste l'inadaptation de l'enseignement aux réalités nationales et internationales et le niveau des enseignants ; bien que leur quantité s'améliore (voir graphe 2 et 3)

### EVOLUTION DU NOMBRE D'ENSEIGNANTS PERMANENTS

En unités

	19 62/63	19 69/70	19 79/80	19 89/90	19 99/00	2009/10	2010/11
<b>PROFESSEUR</b>	66	80	257	573	950	2 874	3 186
<b>M. DE CONFERENCES</b>	13	112	463	905	1 612		
<b>M. DE CONFERENCES (A)</b>						4 562	4 817
<b>M. DE CONFERENCES (B)</b>						2 352	2 835
<b>CHARGE DE COURS</b>				1 958	6 632		
<b>MAITRE ASSISTANT</b>	74	167	2 494	6 839	6 275		
<b>MAITRE ASSISTANT (A)</b>						15 517	16 681
<b>MAITRE ASSISTANT (B)</b>						11 844	12 101
<b>ASSISTANT</b>	145	483	4 283	4 261	1 991	539	520
<b>TOTAL</b>	298	842	7 497	14 536	17 460	37 688	40 140

EVOLUTION DU NOMBRE D'ENSEIGNANTS PERMANENTS



Evolution des promotions cumulées des enseignants de rang magistral par la CUN 1991-2011

Grade	1991	1996	2001	2006	2011	Total période
Professeur	7	231	405	1042	1699	3 384
Maître de conférences	29	795	1278	702	*	2 804
Total	36	1026	1683	1744	1699	6 188

\* La promotion au grade de maître de conférences ne relève plus de la CUN, depuis la mise en place de l'habilitation.

**C-L'impact du déséquilibre entre quantité et qualité de l'enseignement supérieur sur le marché du travail :**

l'insertion professionnelle des sortants des universités dépend de la qualité de la ressource humaine, et cette dernière dépend à la fois de la qualité de la formation et de l'apprentissage en milieu professionnel.

C-1 L'adéquation entre formation et emploi en Algérie :

En Algérie, plusieurs employeurs déclarent ne pas trouver les qualifications recherchées, pourtant une offre abondante est présente en permanence sur le marché. cependant, le système universitaire algérien est confronté à un double défi :La conciliation de la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur et la qualité de la formation sous la contrainte d'une adéquation entre la formation donnée et la demande en compétences des secteurs socioprofessionnels ; au-delà de la problématique de la qualité intrinsèque de la formation, c'est la faible employabilité des jeunes diplômés qui est en cause. L'émergence d'un système national d'innovation n'est rien d'autre que l'interaction entre les entreprises, les universités et centres de recherche, portée par une organisation partenariale et des ressources publiques et privées dédiées.

C'est dans la prise en charge de ces défis que l'on peut trouver des solutions aux jeunes diplômés .La réforme du système national de formation, codifiée par des lois d'orientation pour les trois segments du système (2008), a porté des réponses théoriques à la problématique générale sur l'adaptabilité, la flexibilité et l'ouverture du système à son environnement ; cependant, les modalités de mise en œuvre n'ont pas produit encore les effets attendus. L'idée dominante considérant le système éducatif comme seul responsable de la qualité de la formation ne peut être acceptée.

La réduction du chômage des diplômés dont le nombre ne cesse d'augmenter d'année en année (estimé entre 250 000 et 300 000 sortants paran) passera nécessairement, par la croissance forte de tous les secteurs économiques, le développement des entreprises en taille et en technologie, et la réduction du gap entre compétences exigées et compétences offertes.

Sur ce dernier point, la mise en place d'une concertation forte entre les employeurs et les institutions de formation aiderait à améliorer l'adaptation des profils et des qualifications aux besoins des entreprises. Aussi la présence des enseignants-chercheurs versus la présence des employeurs dans les organes d'administration ou des comités stratégiques ou des politiques de ressources des entreprises améliorerait davantage cette relation.

Pourtant, la réforme de l'enseignement supérieur (1998, amendée en 2008) qui institue le système LMD annonce des principes novateurs en matière d'adaptation des profils aux besoins de l'économie. Celle de la formation professionnelle (2008) et celle de l'éducation (2008) a introduit la Commission nationale des programmes à composition multisectorielle et celle de la formation professionnelle, elle, renforce le Conseil de partenariat pour la formation professionnelle.

---

<sup>10</sup> L'enseignement supérieur et la recherche scientifique en Algérie années au service du développement 1962 – 2012, P 61 - 62

Hormis ;dans les EPE et quelques PME privées à très fort potentiel ;l'investissement dans le capital humain n'est pas encore considéré comme un facteur clé de succès, du moins pour la formation supérieure.

### **Conclusion**

Une amélioration de la situation actuelle ne peut se produire que si on agit sur ces deux côtés-le côté de l'offre et le côté de la demande-en même temps et sur les éléments qui les composent. Cela demandera un peu de temps, mais sans une volonté politique et sans une décentralisation réelle du management des universités, aucun résultat ne pourra être réalisé. Ce n'est qu'avec une planification rigoureuse de ces deux côtés — que l'on pourra à la fois résoudre l'équation quantité/qualité de formation.

La problématique de la coordination et d'adéquation entre formation et emploi, quel que soit le système, il y a des mécanismes qui permettent d'adapter continuellement l'offre à la demande. Mais pour fonctionner correctement, il faut maîtriser deux aspects essentiels :

Le premier aspect est lié à l'observatoire de l'emploi ou aux multiples bases de données qui permettent d'apprécier l'évolution des métiers. Les institutions de formation ont des départements de stage et de placements qui, non seulement, orientent les étudiants vers les filières à forte demande, mais fournissent également aux hauts responsables les informations de décision.

Même qu'on peut procéder à des améliorations, ce qui est déjà beaucoup. Il y a déjà quelques tentatives qu'il faut saluer. Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a introduit une commission chargée de se concerter avec les utilisateurs. Pouessayer de former en fonction de la demande et non plus selon l'offre. C'est un pas vers la bonne direction. Il y a un observatoire des emplois qui devrait se mettre enPlace. Il faciliterait plus une dynamique qui se rapproche de la demande ce dont nous avons besoin. Nous avons un vaste pays et l'économie se complexifie davantage. Dans quelques années, il nous faut introduire plus de décentralisation économique et procéder à des plans de développement locaux et régionaux. Nous devons participer à créer les mécanismes de coordination entre offre et demande de formation, dès maintenant. Il nous faut donc décentraliser les programmes, l'ingénierie pédagogique et les choix de filières aux universités et aux centres de formation des métiers manuels. Nous aurons alors de véritables gestionnaires professionnels de la formation qui seront responsabilisés sur la qualité, les coûts et le taux de placement des étudiants. Nous aurons créé alors les structures, les mécanismes et les incitations pour rapprocher l'offre de la demande de formation.

### **References**

Par Madjid Ben Yaou, enseignant chercheur à l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, Faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion.

La contribution finale présentera les aspects suivants : historique du partenariat avec le Canada, moments critiques, forums -notamment assises de la formation professionnelle (organisées du 8 au 10 avril 2007)-, instruments d'appropriation, états des lieux et enquête illustrative-perception par les enseignants- au niveau d'établissements où l'APC est mise en œuvre

Intitulé « Appui à l'expérimentation de l'approche par compétences dans le secteur de la formation professionnelle en Algérie »

## The disequilibrium of quality and quantity in formation of Universities in Algeria

Nice-Matin, 16, 17 et 18 décembre 1981.

L'université algérienne : Peut-on faire de la quantité et de la qualité en même temps ?

PAR Arezki Ighemat d'économie et marketing ,Publié dans El Watan le 27 - 09 – 2011

<http://www.djazairess.com/fr/elwatan/341189>

rapport N° 36270- DZ in Revue des dépenses publiques à l recherche d'un investissement public de qualité volume II annexes et supplément statistiques, le 15/09/2007.

Marie-josegedon, « sur les services publics », éd Economica , Paris, 1982.

L'enseignement supérieur et la recherche scientifique en Algérie années au service du développement 1962 – 2012.

L'enseignement supérieur et la recherche scientifique en Algérie années au service du développement 1962 – 2012.

L'enseignement supérieur et la recherche scientifique en Algérie années au service du développement 1962 – 2012.

L'enseignement supérieur et la recherche scientifique en Algérie années au service du développement 1962 – 2012.

-----XXXXXXXXXXXXXXXXX-----